

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juillet-août 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, équipe, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 7\)](#)

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 8\)](#)



[À VENIR \(p. 13\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Research paper No. 41

“Oman : National Challenges and Regional Issues in the Post-Sultan Era”, by Fatiha DAZI-HÉNI, Middle-East research fellow at IRSEM, 12 p.

This Research paper outlines the main national and international issues at stake with the potential succession of Sultan Qaboos, whose health began to decline in 2014. He will be difficult to replace due to his status as the Father of the Nation who brought the country out of the feudal era. He modernized the state and gave it a diplomatic role as a mediator which has become extremely valuable in a region constantly on the brink of tensions and conflicts. In the short term, his successor will be faced with a difficult task due to falling oil prices affecting the economy. In the medium term, the challenge will be to revive a social contract that is running out of steam. However Oman's diplomatic role as a mediator

in the region and an intermediary between Washington and Tehran, along with its strategic position at a crossroads on the Silk Road play in the country's favour in getting regional and global players to support the post-Qaboos Sultanate.



Note de recherche n° 44

« *La mer de Chine du Sud : une géographie maritime à la conflictualité latente* », par Marianne PÉRON-DOISE, chercheur Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes, 11 p.

Cette Note de recherche s'attache à identifier les objectifs stratégiques poursuivis par Pékin en mer de Chine du Sud. L'hypothèse explorée est que la mer de Chine du Sud constituerait un échelon stratégique destiné à s'intégrer dans un schéma de sécurisation globale. Outre la protection des « mers proches » et des bases navales de Hainan, il y a l'impératif de la protection des « mers lointaines », c'est-à-dire des voies de communication maritimes. Le contrôle de la mer de Chine du Sud serait ainsi l'une des étapes de la Chine de Xi Jinping, puissance marchande, pour la conquête de la puissance navale. Pour y parvenir,

la Chine utilise un mode opératoire tenant de la « guerre hybride » : mise en avant d'un narratif historique et politique revisité, recours préférentiel à des acteurs paramilitaires comme les garde-côtes, les flottes de pêche et des milices maritimes. Face à cette affirmation, le différentiel stratégique et l'interdépendance économique grandissant entre Pékin et les États d'Asie du Sud-Est laissent peu de place à une solution équitablement négociée, débouchant sur des coopérations constructives.



Note de recherche n° 43

« [Quelle place pour le Commissariat à l'énergie atomique dans la conduite de la politique nucléaire de défense française ?](#) », par Océane TRANCHEZ, assistante de recherche à l'IRSEM, 7 p.

Le général de Gaulle a créé le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1945, en envisageant dès les origines les applications civiles et de défense nationale de l'énergie nucléaire. Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), le CEA a eu, depuis sa création, une importance croissante dans la conduite de la politique nucléaire française. Les relations du CEA avec la communauté internationale, les États-Unis, les armées et les opposants politiques ont largement évolué durant la Cinquième République. Le CEA voit sa position se renforcer depuis le lancement du programme Simulation en 1996, qui a entraîné un double mouvement au sein de l'appareil de défense : un nouveau dimensionnement conféré au directeur des applications militaires du CEA (sur qui repose désormais totalement la crédibilité technique de la simulation) et un retrait des armées de leur rôle-clef dans la gestion logistique des essais nucléaires.



Research Paper No. 42

« [Stability Spectrum: The Battle for Stabilization in the Central African Republic?](#) », by Blandine SIXDENIER, former research assistant at IRSEM, 8 p.

Foreign military interventions to stabilize war-torn societies or failing states have been conducted throughout history. While the consequences of such operations for the host countries have been well-documented, little research has been conducted on the concept of stability as understood

by the intervening state (or organization). France has launched four military interventions in the Central African Republic since it gained its independence in 1960 due to chronic instability. Despite these operations, the Central African Republic has not known a decade of stability and has suffered from multiple rebellions, military coups and violence. This apparent paradox raises the question of what stability means for France and what France has tried to implement in the country. This research paper analyses the dynamics of the French military interventions in the Central African Republic to understand how the concept of stability was constructed. It ultimately concludes that the concept of stability is a spectrum that fluctuates over time in accordance with the interests of the intervening state.



Étude de l'IRSEM n° 51

« [Faire la paix et construire l'état : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali](#) », par Yvan GUICHAOUA, enseignant-chercheur à la Brussels School of International Studies, et Mathieu PELLERIN, chercheur associé

au programme Afrique de l'IFRI, 122 p.

Le Niger et le Mali partagent des configurations territoriales et des trajectoires historiques à première vue assez similaires. La récurrence des rébellions portées par des groupes essentiellement nomadiques pose la question des rapports entre centre et périphérie dans ces États. Cette étude a pour vocation d'analyser comment ces États tentent de « faire la paix » (*peacemaking*), à défaut de la « construire » (*peacebuilding*), aboutissant à des arrangements hybrides bricolés et court-termistes. L'étude intègre les manières de faire la paix et de faire la guerre dans un cadre analytique commun. Elle se structure cependant autour d'une analyse des formes de mobilisation violentes suivie de celle des actions étatiques.

ÉQUIPE

Arrivées



Antoine PIETRI a rejoint l'IRSEM le 3 juillet 2017 en tant que chercheur en Économie de défense et des conflits au sein du domaine « Armement et Économie de Défense ». Ses principales recherches à l'IRSEM vont porter sur la mesure quantitative du coût économique d'un conflit. L'accent sera mis sur les questions relatives

aux méthodes de l'évaluation, comme par exemple la manière dont doit être valorisée la destruction d'un matériel militaire, la perte d'une vie humaine sur un théâtre d'opération, ou encore le coût des aides aux blessés de guerre et des pensions. Antoine PIETRI a soutenu en décembre 2016 une thèse en sciences économiques, intitulée « L'analyse économique des conflits à la lumière de la *Contest Theory* » à l'Université Paris 1, sous la supervision de Claude MENARD et Mehrdad VAHABI. Ses travaux ont notamment été publiés dans des revues évaluées par les pairs telles le *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, la *Revue d'Économie Politique* ou la *Revue Française de Sociologie*.

Départs

- **Claude SCHALL** prend sa retraite, après une longue carrière au ministère des Armées. Elle a rejoint l'IRSEM en 2014, en tant que responsable du budget. Auparavant, elle a exercé des fonctions au Centre des hautes études de l'armement (CHEAR), à l'inspection générale des armées, puis la DAS (ancêtre de la DGRIS). Elle est Chevalier du Mérite agricole et médaille de bronze de la Jeunesse et des sports.

- **Corinne SEGUI**, responsable des ressources humaines, quitte également ses fonctions fin août pour devenir cheffe de section au CMG de St-Germain-en-Laye. Corinne a notamment mené la campagne de recrutement 2016-2017, au cours de laquelle 19 personnes ont été embauchées à l'IRSEM.

- **Hugo MEIJER**, chercheur États-Unis et relations transatlantiques, quitte ses fonctions le 31 août pour devenir *Marie Skłodowska-Curie Fellow* au Robert Schuman Centre for Advanced Studies de l'Institut universitaire européen à Florence. Son projet de recherche s'intitule « Western Strategies in East Asia: American, British and French Security Policies in the Pacific Century ». A l'IR-

SEM, Hugo a organisé plusieurs séminaires et publié une note de recherche en anglais ; il a aussi lancé l'initiative européenne pour les études de sécurité (EISS), un ambitieux projet réunissant une soixantaine d'universités.

ÉVÉNEMENTS

10 juillet : 4^e séance de l'atelier « Simulation-Wargame, avec Pierre RAZOUX



Pierre RAZOUX, directeur du pôle « Questions régionales Nord », a organisé la 4^e séance de l'atelier *Simulation-Wargame* de l'IRSEM au profit de cadres de l'École militaire, d'experts de la DGRIS et d'étudiants en master de l'Université Paris 4 Sorbonne. Le but de cet atelier est de faire réfléchir les participants aux nombreux atouts pédagogiques des *wargames* et de les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette quatrième séance consacrée à un affrontement hypothétique entre l'Arabie saoudite et l'Irak en Irak et dans le Golfe, dans une logique post-Daech, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Moyen-Orient.

Pierre RAZOUX

26-30 juin : 14^e colloque de l'European Research Group on Armed Forces and Society, avec Barbara JANKOWSKI

3-6 juillet : 7^e congrès de l'Association Française de Sociologie, avec Barbara JANKOWSKI



Le 14^e colloque de l'European Research Group on Armed Forces and Society (ERGOMAS) s'est déroulé à Athènes du 26 au 30 juin 2017, accueilli par l'Académie de l'armée de terre grecque et organisé par George KAFFES, Professeur de sociologie militaire et président d'ERGOMAS, sur le thème « Militaires et société, nouveaux modèles pour les défis de demain ».

ERGOMAS est un réseau scientifique international de chercheurs qui travaillent sur les nombreux thèmes relatifs à la sociologie militaire : opinion publique et médias, recrutement et fidélisation, vétérans, questions de genre dans l'institution ou contrôle civil sur le militaire. Il compte aujourd'hui près de 200 membres, civils ou militaires, appartenant chacun à l'un des treize groupes de travail qui constituent la colonne vertébrale de cette organisation et qui, en dehors de ce rendez-vous bisannuel, ont chacun leur propre agenda de rencontres et de publications. Cette semaine de séminaire permet aux chercheurs d'échanger longuement avec leurs collègues venant de quasiment tous les pays européens, d'Israël et d'Amérique du Nord. La prochaine rencontre se tiendra au Portugal en 2019.

Barbara JANKOWSKI



Le réseau thématique « Sociologie du militaire. Sécurité, armée et société », dont le responsable et animateur est Sébastien Jakubowski, Professeur des universités en sociologie des organisations et des institutions, a tenu 6 sessions dont deux conjointes avec les réseaux thématiques « sociologie des conflits » et « sociologie des professions ». On y a discuté du pouvoir des militaires dans la construction des politiques de défense, mais aussi du pouvoir des sociologues du militaire dans les armées, de la transformation des métiers du maintien de l'ordre, des nouveaux segments professionnels comme les acteurs de la gestion de crise et de l'articulation entre les militaires et la société civile. La place de la sociologie militaire dans ce vaste ensemble qu'est l'AFS est désormais bien ancrée. Reste à souhaiter plus de chercheurs, civils ou militaires, au sein de ce réseau universitaire de sociologie et encore davantage de liens avec l'IRSEM.

Barbara JANKOWSKI

24 août : Parution du n°29 des *Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix*, aux Presses de Sciences Po.



Ce numéro, consacré aux conséquences du conflit ukrainien en Europe, marque un nouveau départ pour *Les Champs de Mars*, la revue scientifique de l'IRSEM, désormais sous-titrée *Revue d'études sur la guerre et la paix*.

Créée en 1996 au sein du Centre d'études en sciences sociales de la

défense (C2SD), qui a fusionné avec trois autres centres de recherche du ministère de la Défense en 2009 pour devenir l'IRSEM, elle était publiée par La Documentation française jusqu'en 2013 (numéros 1 à 25), puis directement par l'IRSEM en 2015 (numéros 26 à 28). Depuis, sa parution était interrompue.

A notre arrivée à l'IRSEM, fin 2016, nous avons voulu relancer *Les Champs de Mars* avec l'objectif d'en faire une revue scientifique de référence sur la guerre et la paix, répondant aux critères de sélection les plus exigeants, c'est-à-dire une double évaluation à l'aveugle par les pairs, suivant un processus mis en place par la précédente direction (les professeurs Frédéric CHARILLON, Frédéric RAMEL et Thierry BALZACQ).

Nous faisons aujourd'hui un pas de plus : pour la première fois de son histoire, la revue sera désormais publiée par un éditeur universitaire, les Presses de Sciences Po, ce qui renforcera sa visibilité et sa légitimité dans les milieux scientifiques comme dans l'institution militaire. Nous remercions vivement la directrice des Presses de Sciences Po, Julie GAZIER, pour sa confiance et son soutien à ce projet, qui marque une étape décisive dans l'évolution de la revue comme dans celle de l'IRSEM.

L'éditorial de ce numéro (p. 5-12) explique la transformation de la revue, dont témoignent aussi le renouvellement des équipes (comité de rédaction, comité de lecture, comité scientifique) et le rajeunissement de la maquette.

Les Champs de Mars entendent aujourd'hui couvrir l'ensemble du champ des questions de défense et de sécurité, à toutes les échelles (internationale, régionale, nationale), en mobilisant toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, combinant enquêtes empiriques originales et mises au point théoriques. Cette approche transversale et globale du phénomène guerrier est celle des « études sur la guerre » (*War Studies*).

Jean-Vincent HOLEINDRE et Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Sommaire du numéro 29 : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/champs-de-mars/champs-de-mars#-Sommaire%20CDM29>

29 août : La relève stratégique, séminaire « Jeunes Chercheurs »



Le Président de la République a confié à la ministre des Armées la mise en œuvre d'une Revue stratégique de défense et de sécurité nationale visant à préparer la prochaine Loi de Programmation Militaire. Dans ce cadre, il a été requis d'associer la « relève stratégique », c'est-à-dire les jeunes chercheurs travaillant de façon innovante sur des questions relatives à la défense et la sécurité. Cette mission a été accomplie avec succès par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), qui a réuni plus de cinquante doctorants ou docteurs de 25 à 35 ans environ.

Chacun a préparé un article pour le comité de rédaction de la Revue stratégique. Quarante-sept d'entre eux ont ensuite présenté leur travail lors d'un séminaire le 29 août 2017 à l'École militaire, lors d'une journée exceptionnelle ouverte par Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, le directeur de l'IRSEM, clôturée par Philippe Errera, le directeur général des relations internationales et de la

stratégie (DGRIS), en présence du directeur de cabinet de la Ministre des Armées, d'officiers généraux et de plusieurs centaines de personnes.

Au cours de cette journée, les jeunes chercheurs – dont exactement la moitié étaient des jeunes chercheuses, ce qui témoigne de la féminisation du champ – ont discuté leurs travaux dans huit panels répartis dans deux amphithéâtres. Aux enjeux régionaux (l'Europe, les Etats-Unis, la Russie, l'Arctique, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie) ont succédé des enjeux thématiques (le cyber, le terrorisme, le changement climatique, l'économie de défense, les énergies, les technologies, le renseignement, la communication, le spatial, le nucléaire, etc.).

Sans prétendre à l'exhaustivité, l'ensemble constitue la photographie d'une génération, des acteurs, des sujets et des compétences sur lesquelles nous pourrions compter demain mais aussi la preuve du développement des études de défense en France. L'IRSEM a d'ores et déjà annoncé que les meilleurs articles produits pour cet exercice feront l'objet d'une publication collective.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



François DELERUE

- Conférence « Unlawful cyber interventions », 6^e conférence biennale de la Société asiatique de droit international, Séoul, Corée du Sud, 25-26 août 2017.

- Conférence « Stratégie juridique pour la cyberdéfense française », *La relève stratégique, séminaire « Jeunes chercheurs »*, IRSEM, École militaire, 29 août 2017.



Barbara JANKOWSKI

- Conférence « Policy Makers and Military Chiefs Facing the Temptation of a Return to Conscription. How to Get Rid of False Good Ideas? », 14^e colloque bisannuel de l'European Research Group on Armed Forces and Society, Académie militaire d'Athènes, Grèce, 26-30 juin 2017.

- Conférence « Le dialogue politico-militaire dans les décisions d'intervention », 7^e congrès de l'Association Française de Sociologie, Amiens, 3-6 juillet 2017.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Conférence « The Bipolar World of 2030: The U.S. and China », 2017 International Symposium on Military Education, National Defense University, Taipei, Taiwan, 5 juillet 2017.



Sonia LE GOURIELLEC

- Conférence « Les Forces Françaises de Djibouti (FFDJ) au cœur d'un environnement stratégique régional en mutation », *La relève stratégique, séminaire « Jeunes chercheurs »*, IRSEM, École militaire, 29 août 2017.



Mélissa LEVAILLANT

- Conférence « La politique étrangère indienne en Indo-Pacifique : quelles perspectives de coopération pour la France ? », *La relève stratégique, séminaire « Jeunes chercheurs »*, IRSEM, École militaire, 29 août 2017.



Marianne PÉRON-DOISE

- Interview « [La base navale chinoise de Djibouti](#) », *RFI*, 16 juillet 2017.

- Interview « [Les tirs de missiles balistiques nord-coréens](#) », *RTL*, 29 juillet 2017.

- Interview « La crise nucléaire nord-coréenne », *RFI*, 15 août 2017.

- Article « [États-Unis/Corée du Nord : mettre fin à la diplomatie des extrêmes](#) », *The Conversation*, 24 août 2017.



Antoine PIETRI

- Article « Les modèles de "rivalité coercitive" dans l'analyse économique des conflits », *Revue d'Economie Politique*, 127/3, juin 2017, p. 307-352.

- Article « The Economics of Empire-Building: Predatory and Price Competition », *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 173/2, juin 2017, p. 253-278.
- Conférence « Trading Arms with the Enemy: an Approach Based on Guns Versus Butter Models », *18th annual Meeting of the Association for Public Economic Theory*, Paris, 10-13 juillet 2017.
- Conférence « La mesure quantitative du coût économique d'un conflit militaire », *La relève stratégique, séminaire « Jeunes chercheurs »*, IRSEM, École militaire, 29 août 2017.



Pierre RAZOUX

- Membre du Comité d'évaluation scientifique de la revue *Défense de l'IHEDN*.
- Participation au Comité de présélection des bourses doctorales DGRIS, le 3 juillet 2017.
- Interview « La place de l'Iran au Moyen-Orient à l'heure de la reconfiguration géopolitique du Golfe », émission « Géopolitique », *RFI*, 6 juillet 2017.
- Conférence « Les interventions militaires françaises au Moyen-Orient de la guerre Iran-Irak à la guerre de libération du Koweït (1980-1991) », *2^e congrès annuel du Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Moyen-Orient et Mondes Musulmans*, INALCO, 8 juillet 2017.
- Animation du 4^e atelier de simulation stratégique-*wargaming* de l'IRSEM, le 10 juillet 2017, autour d'un affrontement hypothétique entre l'Arabie saoudite et l'Iran en Irak et dans le Golfe.
- Tribune « [N'est-il pas temps d'ouvrir un nouveau chapitre avec l'Iran ?](#) », *L'Opinion*, 10 juillet 2017.
- « Quelles menaces pour la France à court et moyen termes ? », invité du Figaro Live, *Le Figaro*, 11 juillet 2017.
- « Retrouver une influence au Moyen-Orient », *L'Hémicycle*, 494, juin-juillet 2017, p. 39.
- « [La crise migratoire: où est réellement la menace, qui est vraiment notre ennemi ?](#) », invité de l'émission « Les Décrypteurs », *Le Figaro*, 11 juillet 2017.



Amélie ZIMA

- Article « La Russie vue de Pologne: entre crainte, concurrence et poids de l'histoire », *Revue Défense Nationale*, 802, été 2017, p. 141-146.

VEILLE SCIENTIFIQUE

Gaim KIBREAB, « [Sexual Violence in the Eritrean National Service](#) », *African Studies Review*, 60:1, avril 2017, p. 123-143.

Gaim KIBREAB, professeur à la South Bank University de Londres et auteur de *Eritrea. A Dream Deferred*, a combattu pour l'indépendance de son pays. Son histoire donne une portée encore plus forte à son nouvel article publié. Il tente de soumettre les plaintes pour violences sexuelles contre les femmes conscrites du service national, par leurs commandants, à un examen empirique. Il étudie ainsi près de 200 témoignages de personnes ayant effectué ce service. Cet article est d'autant plus intéressant qu'il s'inscrit dans la littérature sur le rôle des femmes dans les luttes de libération nationale et sur leur émancipation dans les périodes postindépendances. En Érythrée, les femmes représentaient entre 30 et 35% des combattants du Front de libération du peuple érythréen (EPLF).

Sonia LE GOURIELLE
Chercheuse Afrique de l'Est

Christopher R. HUGHES, « **Militarism and the China Model: The Case of National Defense Education** », *Journal of Contemporary China*, 26:103, 2017, p. 54-67.

Dans son article « Militarism and the China model », Christopher HUGHES avance la thèse selon laquelle les théoriciens du « modèle chinois » d'autoritarisme politique n'ont pas mesuré l'importance du militarisme à l'œuvre en République Populaire de Chine. Le « modèle chinois » met en avant les notions de culture et de tradition sans prêter attention aux politiques concrètes que mènent les institutions militaires et paramilitaires en Chine aujourd'hui. HUGHES met au jour les valeurs et les pratiques militaristes propagées par la politique d'Éducation à la Défense Nationale et la politique de Mobilisation à la Défense Nationale du Parti en se fondant sur

des documents officiels, des débats de professionnels chinois de l'éducation et le contenu des cours d'Éducation à la Défense Nationale. HUGHES suggère que le Parti-État chinois valorise l'armée au sein de la population pour maintenir la stabilité sociale et la continuité politique qui lui sont essentielles.

Juliette GENEVAZ
Chercheur Chine

Lisa HULTMAN et Durun PEKSEN, « **Successful or counterproductive coercion? The effect of international sanctions on conflict intensity** », *Journal of Conflict Resolution*, 61:6, 2017, p. 1315–1339.

Les auteurs étudient l'impact de sanctions internationales (pressions économiques internationales, embargos sur les armes) sur l'intensité des conflits civils. Deux effets antagonistes sont à l'oeuvre. Une sanction peut, d'une part, diminuer les capacités militaires, et donc réduire l'intensité du conflit. D'autre part, elle peut inciter les acteurs à intensifier les affrontements pour racourcir le conflit. L'étude porte sur les conflits civils en Afrique de 1989 à 2005. Les données utilisées proviennent du Peace Research Institute Oslo et considèrent un « conflit civil » comme des oppositions entre un gouvernement et un acteur non-étatique engendrant au moins 25 morts par an lors de batailles. Les résultats sont que les pressions économiques tendent à renforcer la probabilité d'une escalade de la violence, contrairement aux embargos sur les armes. La conclusion des auteurs est que les sanctions internationales seraient en moyenne contre-productives, sauf si elles prennent la forme d'un embargo sur les armes.

Antoine PIETRI
Chercheur Economie de Défense

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Filip REYNTJENS, *Le génocide des Tutsi au Rwanda*, « Que sais-je ? », PUF, 2017, 118 p.

De nombreuses choses ont été écrites et racontées sur le génocide des Tutsi au Rwanda. Dans une littérature déjà foisonnante, Filip REYNTJENS, constitutionnaliste belge et ancien expert

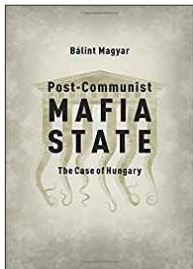
auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda, se propose d'adopter une approche pédagogique, dans une volonté de synthèse des écrits existants, emblématique des formats « Que Sais-je ». L'ouvrage *Le génocide des Tutsi au Rwanda* expose de façon tout à fait claire - mais néanmoins exhaustive - les faits, en adoptant une structuration didactique relativement classique : antécédents et acteurs du génocide – chronologie et faits – le post-génocide : développement judiciaire et conséquences régionales des massacres.

Plusieurs éléments peuvent néanmoins être regrettés dans cet ouvrage. On peut en effet déplorer l'absence de mentions faites aux travaux, pourtant fondateurs, d'Hélène DUMAS et de Stéphane AUDOIN-ROUZEAU dont les analyses auraient pu indéniablement enrichir ce panorama sur le sujet. En revanche, on peut apprécier de voir citer les travaux d'André GUICHAOUA. De la même façon, alors que l'auteur dénonce en conclusion les négationnismes du génocide, à travers notamment la théorie du « double-génocide », les développements dédiés aux actions du Front patriotique rwandais (FPR) se montrent sans concession. En refusant de dévoiler trop de détails sanglants du génocide perpétré par les forces radicales armées hutu et les populations qu'ils ont mobilisées, Filip REYNTJENS tend à concentrer l'attention du lecteur sur les massacres commis par leurs opposants tutsi du FPR, conduisant à atténuer le caractère proprement déséquilibré et sans comparaison du rapport des forces. De fait, l'ouvrage tend parfois à se détourner de son objet pour se concentrer sur le parcours du FRP avant le génocide et insiste sur sa responsabilité historique et politique, revenant ainsi sur l'âpre débat de la planification du génocide.

Sans doute l'ouvrage proposé par Filip REYNTJENS constitue-t-il donc une introduction souhaitable à un sujet aussi complexe et passionné que le génocide des Tutsi au Rwanda. L'approche juridique est en cela origi-

nale. Le lecteur s'attachera néanmoins à croiser les écrits afin de se forger lui-même une idée des atrocités commises entre avril et juillet 1994 au pays des mille collines, dans une perspective qui, si elle ne peut certainement pas se dénuer de passions, essaiera de se détacher de toute idéologie.

Marie ROBIN, assistante de recherche
Sonia LE GOURIELLEC, chercheuse Afrique de l'Est



Balint MAGYAR, *Post-Communist Mafia State. The Case of Hungary*, Central European University Press & Noran Libro, 2016, 376 p.

Cet ouvrage propose d'analyser les processus en cours en Hongrie depuis le retour de Viktor ORBAN au poste de premier ministre en 2010. Pour

ce faire, Balint MAGYAR écarte plusieurs propositions : il juge la notion d'illibéralisme, forgée par F. ZAKARIA et utilisée par le premier ministre hongrois Viktor ORBAN, trop positive pour décrire la Hongrie, réfute les analogies historiques avec le régime d'Horthy ou l'époque communiste et ne prend pas en compte l'impact du traité de Trianon.

La thèse de B. MAGYAR est que la Hongrie est un État post-communiste mafieux. L'auteur précise que cette étiquette n'est ni insultante, ni sensationnaliste mais correspond le mieux à la réalité hongroise actuelle. En effet, la Hongrie est dirigée par un réseau, à la tête duquel est Viktor ORBAN, lié par des liens familiaux et/ou économiques. B. MAGYAR postule également la continuité entre les gouvernements ORBAN de 1998-2002 et ceux en place depuis 2010 : si V. ORBAN n'a pas pu appliquer son programme dès 1998, c'est parce qu'il ne disposait pas de la majorité constitutionnelle à l'Assemblée nationale.

Pour expliquer l'ascension du Fidesz, Balint MAGYAR s'écarte de toute perspective téléologique. Ancien député et ministre du parti libéral, il démontre aussi que les actuels partis d'opposition, (SzDSz libéral et MSzP socialiste) sont partiellement responsables de la montée du Fidesz. En effet lors de leurs mandats, ils n'ont pas su proposer de politique de redistribution ni trouver de solution aux problèmes des bas salaires, du chômage ou de l'endettement, sans compter que la privatisation menée durant les années de transition n'a pas profité aux PME-PMI hongroises. A cela se sont ajoutées des affaires de corruption. Enfin ces partis ont délaissé les symboles

nationaux parce qu'ils les associaient au Fidesz et non à l'identité hongroise. Ils ont ainsi démontré, selon Balint MAGYAR, qu'ils n'étaient pas liés émotionnellement à la nation.

Le retour au pouvoir du Fidesz en 2010 s'est donc construit sur le thème de la transition volée, qui a favorisé les grandes multinationales étrangères et les élites communistes recrutées selon les critères de compétence, ainsi que sur le cumul des « populismes nationaliste et social ». Le Fidesz a récupéré les nostalgiques du kádàrisme, moment où la Hongrie était la « baraque la plus joyeuse du camp communiste », tout en rendant acceptable le langage de l'extrême-droite.

Suite à cette victoire électorale, le gouvernement ORBAN a purgé l'administration et le service diplomatique, modifié la Constitution et la loi électorale et repris en main les médias. Ce monopole sur le pouvoir politique permet de contrôler le secteur économique : les appels d'offres sont truqués et les fonds européens captés par les entreprises liées au régime. D'un autre côté, le régime favorise les firmes étrangères par la mise en place de partenariats stratégiques. Balint MAGYAR montre que si le chantage est couramment/fréquemment utilisé et le népotisme une pratique courante, la grande majorité des changements est opérée de manière légaliste car l'entourage d'ORBAN, tout comme lui-même, est composé de juristes de formation. Enfin, si pour Balint MAGYAR, le régime d'ORBAN n'est pas doctrinaire et n'a pas de système de valeurs cohérent, il précise quand même qu'un travail de légitimation et d'endoctrinement est opéré tant par des idéologues s'inspirant de Carl SCHMITT que par l'Église.

Par ailleurs B. MAGYAR évoque le rapport à l'UE. Celle-ci, tout comme les États-Unis, a déjà pris des sanctions contre la Hongrie, mais B. MAGYAR montre toute la difficulté pour l'Union Européenne (UE) de réagir, notamment en raison de logiques partisans et de considérations géopolitiques. Cependant l'auteur estime que la réaction est nécessaire car la Hongrie présente un risque pour l'UE et l'OTAN en raison de son rapprochement avec la Russie, concrétisée notamment par la construction d'une centrale nucléaire, mais aussi car elle est une brèche dans la communauté démocratique européenne.

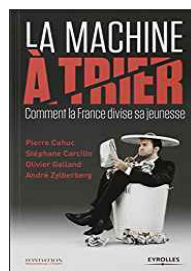
Enfin la thèse de Balint MAGYAR entrevoit la délégitimation du régime. Déjà perceptible avec la baisse lors des dernières élections, où le Fidesz n'a eu la majorité que grâce à la modification de la loi électorale, cette délégitimation se baserait sur l'absence de politique sociale et de développement économique, les brimades idéolo-

giques et le tournant vers la Russie. De plus, et contrairement à la Russie, le régime ne pourrait se maintenir en ayant recours à la violence en raison des contraintes exercées par l'UE et l'OTAN. Néanmoins même si V. ORBAN perdait les prochaines élections, les réformes et nominations faites durant ses mandats entraveraient la liberté de légiférer des prochains gouvernements qui devront donc passer par de longues et coûteuses réformes constitutionnelles.

Si cette étude présente de nombreuses pistes intéressantes, on peut regretter quelques angles morts. Tout d'abord l'auteur fait preuve d'un certain culturalisme qui se manifeste par l'opposition systématique de l'est et de l'ouest tant sur le plan des valeurs que de la culture politique. De même B. MAGYAR utilise le terme « populisme » comme catégorie d'analyse alors même que sa polysémie peut être considérée comme une barrière à la compréhension fine des processus en cours. Par ailleurs la société hongroise est quasi-absente de l'étude, qui, de fait, n'apporte pas de clés pour comprendre la rareté des mouvements sociaux face aux mesures prises. Ce manque d'attention pour la société ne permet pas non plus d'expliquer pourquoi le racisme et l'antisémitisme sont partagés tant par des sympathisants de gauche que de droite. Dans un autre registre, le fonctionnement et l'évolution du Fidesz depuis 1989, notamment en termes de recrutement, aurait sans doute apporté un éclairage intéressant pour comprendre la mue du parti du libéralisme vers le nationalisme et le conservatisme. Plus largement, les modalités de prise de décision au sein du Fidesz et du gouvernement auraient gagné à être éclairées. Enfin on peut regretter que les rapports entre le régime et les Églises ne soient guère développés alors même que ces dernières sont présentées comme servant à l'endoctrinement idéologique.

Malgré cela, le livre de Balint MAGYAR est une lecture indispensable pour tout lecteur désireux de comprendre les évolutions actuelles en Hongrie.

Amélie ZIMA
Postdoctorante



Pierre CAHUC et al., *La machine à trier ou comment la France divise sa jeunesse*, Eyrolles, 2017, 3^e édition, 172 p.

Voici un ouvrage dont le contenu devrait intéresser les armées à maints égards, puisqu'il traite des caractéristiques de la jeunesse française : niveaux d'étude, insertion professionnelle ou encore valeurs des jeunes comparées à celles de leurs aînés. Comme le soulignent les auteurs - trois économistes et un sociologue - leur diagnostic n'a malheureusement pas évolué depuis la première édition de l'ouvrage au début de la décennie. La jeunesse française est divisée et le diplôme obtenu est la première cause de ce clivage. Il n'y a pas de « destin commun » aux jeunes, et si nombre d'entre eux éprouvent des difficultés dans leur insertion professionnelle, tous les jeunes ne « galèrent » pas de la même manière. Deux jeunesse coexistent et l'écart entre elles n'a cessé de s'accroître. Le niveau d'étude, bien plus que l'origine sociale, est le marqueur de cette différenciation.

L'ouvrage déroule en huit chapitres les domaines dans lesquels se traduit la montée de ces inégalités au sein de la jeunesse.

L'école est « au cœur de la machine à trier ». Elle n'est pas parvenue à enclencher une pédagogie de la réussite. Les auteurs expliquent comment, à trop focaliser sur les conséquences des inégalités sociales sur l'accès à l'éducation, on a insuffisamment pris en compte la forme et le contenu de l'enseignement, notamment le classement tout-puissant, le cloisonnement des disciplines et l'orientation par l'échec.

Dans le chapitre sur le poids de la famille, les auteurs reprennent les travaux ayant montré qu'en matière de capacités individuelles (cognitives et non-cognitives), l'inégalité a sa source dans le milieu familial. Les jeunes issus de milieux moins favorisés ont, à l'adolescence, des capacités différentes de celles des jeunes de milieux favorisés. La reproduction sociale est en grande partie le résultat de ce qui se passe dans la famille dans la prime enfance et l'adolescence.

Le fonctionnement du marché du travail en France a tendance non pas à atténuer les inégalités scolaires, mais à les renforcer. Les jeunes « demeurent attachés à exercer un métier et à fonder une famille ». De ce point de vue, leurs valeurs n'ont pas changé par rapport à leurs aînés. Ceux qui savent qu'ils n'atteindront pas cet objectif peuvent ressentir « une frustration qui atteint leur

sentiment d'appartenance à la société et leur civisme». Défiante envers la démocratie et radicalisation en découlent. En ce qui concerne l'aide, les jeunes sans diplôme et sans soutien familial se retrouvent dans une situation de grande détresse économique et ne bénéficient pas d'aides sociales lorsqu'ils ont moins de 25 ans.

Comment en est-on arrivé là ? En France, le système scolaire, élitiste, est guidé par la sélection et non l'apprentissage. Malgré d'incessantes réformes, il reste une « machine à trier produisant de l'échec ». Le marché du travail est dual avec des emplois stables et protégés d'un côté et de l'instabilité de l'autre. Les jeunes sans diplôme sont soumis à la « double peine d'être éliminés d'abord par l'école, avant d'être rejetés par le marché de l'emploi ». Les politiques publiques mises en œuvre pour y remédier, fondées essentiellement sur la création d'emplois subventionnés dans le secteur public n'ont pas donné de résultats concluants.

Les chercheurs concluent ainsi que « la transition vers l'âge adulte, avec son cortège de stages, de périodes de chômage et d'emplois de courte durée se termine de façon très différente selon qu'on est diplômé ou non ». Les premiers trouvent un emploi stable, les seconds sont pris dans la « trappe à pauvreté ». Comme l'affirment les auteurs, leur ouvrage tire la « sonnette d'alarme » : la jeunesse la plus défavorisée est laissée en déshérence et, pire, ce constat est considéré comme une fatalité.

De la lecture de ces pages, on peut déduire que les armées, rare employeur à proposer une possibilité d'insertion aux jeunes sans qualifications, ne verront pas leur vivier de recrutement tarir de sitôt, puisque la proportion de ces jeunes a peu de chance de se résorber à court ou moyen terme.

Barbara JANKOWSKI
Chercheuse Sociologie des forces armées



Olivier CHOPIN et Benjamin OUDET, Renseignement et sécurité, Armand Colin, 2017, 200 p.

Olivier CHOPIN est une figure incontournable du milieu de la recherche sur le renseignement et la sécurité. Dans cet ouvrage, le chercheur associé de l'EHESS collabore avec Benjamin

OUDET, doctorant en science politique à l'Université de Poitiers, pour produire un ouvrage simple mais complet sur le renseignement. Ce manuel de 200 pages,

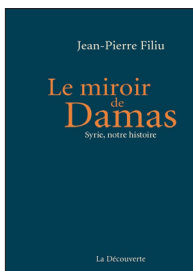
parfaitement adapté au climat politique international actuel où le renseignement a une place centrale, met en lumière ce monde de l'ombre et les enjeux qui l'accompagnent.

Avec pour ambition de fournir une introduction destinée à des étudiants de premier cycle d'études supérieures, en même temps que de contribuer à la structuration du champ français d'études de la matière, les auteurs abordent les thématiques du domaine sous l'angle de la sécurité internationale. En sept chapitres, ils traitent des origines du renseignement, de son organisation, des problèmes éthiques qui découlent de sa pratique, et montrent que « le renseignement est devenu un élément à la fois essentiel, indispensable et central ». Benjamin OUDET et Olivier CHOPIN commencent par décomposer et analyser le processus du renseignement, les théories sur les « cycles du renseignement » et l'origine de la demande de renseignement, en se demandant si le décideur est vraiment à l'origine de cette dernière. Les auteurs étudient ensuite les institutions de renseignement américaines et européennes en se demandant quels sont les avantages et inconvénients d'un système institutionnel complexe dans la lignée du système américain ou d'un système simple, comme en Belgique ou en France. Souhaitant analyser le sujet en profondeur, ils clarifient également les types d'actions secrètes et leurs rôles. Les auteurs prennent aussi le temps d'étudier en détail la relation entre l'analyste et le décideur : une relation complexe qui entraîne souvent la politisation du renseignement à la demande du décideur, ou de l'initiative du service lui-même. Cette politisation est un des obstacles majeurs de l'analyse, et relance le débat de l'approche de l'analyste : doit-il être objectif ou subjectif ?

L'acquisition du renseignement est elle aussi problématique. Les auteurs explorent les problèmes éthiques des méthodes de renseignement, couvrant des sujets étudiés à maintes reprises : la question des mains sales, à savoir torture, assassinat, mais également des questions plus innovantes, comme l'espionnage interallié et le contrôle de l'action des services de renseignement. C'est dans le dernier chapitre de l'ouvrage que ce dernier prend tout son sens : quel rapport entre le renseignement et la sécurité ? Dans ce chapitre, les auteurs étudient l'approche des courants réaliste, idéaliste, constructiviste et critique du renseignement ainsi que la place du renseignement : une nouvelle forme du dilemme de sécurité, une possibilité de paix, ou alors un outil de la « sécurisation » progressive de la société ?

Cet ouvrage est une excellente ouverture sur le monde du renseignement, en partie grâce aux nombreux exemples illustrant le propos des auteurs. Non seulement il permet au lecteur d'acquérir les connaissances nécessaires à la compréhension de la réflexion qui est faite, mais il développe aussi un questionnement sur la place actuelle du renseignement et son lien avec la sécurité.

Joseph BASILIEN
Assistant de recherche



Jean-Pierre FILIU, *Le miroir de Damas. Syrie, notre histoire, La Découverte, 2017, 265 p.*

Les mots de Jean-Pierre FILIU ne sont jamais de trop pour conter les maux de la Syrie. Dans cette histoire de la Syrie, l'écriture fine et raffinée de l'auteur parvient à mettre en

exergue avec brio la grande rigueur scientifique de celui qui aujourd'hui, fait partie des références sur le sujet. Dans *Le miroir de Damas. Syrie, notre histoire*, l'auteur, Professeur des universités en histoire du Moyen-Orient contemporain à Sciences Po, nous propose une histoire sur le temps long du « pays de Cham », destinée à nous faire comprendre combien les atrocités perpétuées aujourd'hui sont liées à notre propre histoire.

La Syrie apparaît comme un lieu de fondation. Berceau de la chrétienté et du message de Saint-Paul autant que de celui du Prophète et de ses fidèles, le « pays de Cham » a également vu le martyr d'HUSSEIN, fondateur du chiisme. Théâtre de schismes religieux, de conquêtes politiques et coloniales, de querelles de successions et d'empiètements territoriaux, l'histoire de la Syrie est intimement liée à la nôtre. Elle fut la terre des croisades européennes voyant l'affrontement avec Saladin, celle de la naissance de la diplomatie avec l'établissement des premiers consulats permanents au XVI^e siècle. Quel triste paradoxe donc de voir l'échec de la diplomatie et de la communauté internationale à agir en Syrie aujourd'hui ! Elle fut terre de mandats au temps des colonisations. Elle fut aussi un lieu d'échecs de la diplomatie française. Les politiques étrangères de Charles de GAULLE, Jacques CHIRAC et François MITTERRAND se sont enlisées et fourvoyées en Syrie en tentant, qui de négocier avec les ASSAD, père et fils, qui de les défier. Les deux mandats suivants n'ont pas plus aidé le pays. Aujourd'hui, la grande erreur de la communauté internationale, autant

que le grand succès du régime, est d'associer la Syrie au régime ASSAD, niant par là toute forme d'opposition ou de contestation. La rhétorique « la Syrie est Bachar et Bachar est la Syrie » conduit à une impasse diplomatique dont nous voyons les désastres aujourd'hui.

En ceci, l'ambition de Jean-Pierre FILIU est simple : rappeler nos liens avec la Syrie pour mieux nous empêcher de l'oublier, à l'heure où ses bourreaux se réfugient derrière des souverainetés étatiques et autres fanatismes religieux.

Aujourd'hui, 500 000 civils ont perdu la vie en Syrie. Sur une population totale de 22 millions d'habitants avant la guerre, la moitié a dû quitter son foyer, dont 5 millions, vers l'étranger. Ceci ne doit pas nous laisser indifférents. Le message, transmis sur un ton rigoureux et grave par l'auteur, veut que nous voyions dans la Syrie, les stigmates d'une histoire qui est aussi la nôtre.

« La descente aux enfers de la Syrie et de son peuple n'est ni un problème d'Arabes, ni le solde de querelles immémoriales. Elle est épouvantablement moderne, car les bourreaux de ce temps n'invoquent un glorieux passé que pour consolider leur pouvoir absolu. Gardons-nous de leur prêter trop d'épaisseur historique, de peur de contribuer à leur livrer de prochaines victimes. Les propagandes de mort se combattent aussi dans le travail de mémoire. Nous avons tous en nous une part de Syrie. Il est certes douloureux de le reconnaître à l'heure où ce pays brûle. Il serait pourtant folie de le nier pour ne pas regarder cette abomination en face. Dans le miroir de Damas, nous verrons alors ce que notre monde est devenu. Car telle est notre histoire, ici comme là-bas, là-bas comme ici. »

Marie ROBIN
Assistante de recherche

À VENIR

7 septembre : Réunion annuelle du nouveau Conseil scientifique de l'IRSEM.

19 septembre : Présentation du n°29 de la revue *Champs de Mars* sur « les conséquences de la crise ukrainienne en Europe », coordonné par Céline MARANGÉ, au CEVIPOF, Sciences Po.



Ce numéro porte sur les implications internationales et les conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine. Il vise en particulier à examiner les répercussions sur les projets et les pratiques de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN en Europe.

Le 19 septembre, le CEVIPOF organisera une discussion autour de Céline MARANGÉ, du général Michel YAKOVLEFF et de Barbara KUNZ. Elle sera introduite par un point sur les ambitions de la revue *Champs de Mars*, de Martial FOUCAULT, directeur du CEVIPOF, Julie GAZIER, directrice des Presses de Sciences Po, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM et Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM. Elle sera conclue une intervention du professeur Anne de TINGUY.

26 septembre : Journée d'études au profit du conseil Innere Führung, à l'École militaire

L'IRSEM organise le mardi 26 septembre à l'école militaire un séminaire fermé au profit d'une délégation allemande du conseil Innere Führung. Organisé par le lieutenant-colonel PLANIOL, directeur adjoint du do-

main « défense et société », cet évènement se déroulera autour de trois thématiques : la formation éthique et morale du soldat français, le rôle des cultes dans les armées françaises et enfin le rôle intégrateur des armées. Le nombre de places étant limité, si vous souhaitez participer à cette journée, merci de prendre directement contact avec le LCL PLANIOL : arnaud.planiol@intradef.gouv.fr.

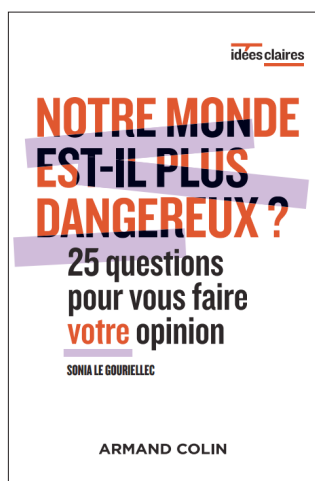
4 octobre : Lancement du *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, dirigé par le général Benoît DURIEUX, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Frédéric RAMEL (PUF, 2017, 1500 p.), à l'École militaire.



« L'entrée dans le XXI^e siècle n'a pas relégué la guerre dans la catégorie des reliques de l'histoire, bien au contraire. Depuis le 11 septembre 2001 jusqu'aux actions menées par l'État islamique en passant par les interventions au Moyen-Orient ou au Mali, les événements récents confirment son actualité. Affectée par une série de mutations qui dépassent les seules innovations technologiques et irruptions de nouveaux acteurs stratégiques, la guerre doit être pensée dans toutes ses dimensions, historiques et philosophiques, politiques et militaires, juridiques et prospectives. Cette entreprise ne peut pas être conduite sans que, en symétrie, la paix soit appréhendée dans ses fondements, ses modèles et ses conditions. Regroupant plus de 300 entrées et faisant appel à plus de 200 contributeurs – universitaires, militaires, acteurs de la société civile –, le présent dictionnaire entend offrir une série de repères indispensables pour analyser ces enjeux de notre temps, avec un double objectif : constituer l'ouvrage de référence en langue française sur les questions stratégiques inter-

nationales et contribuer à la consolidation des études sur la guerre et la paix dans le monde francophone. » (quatrième de couverture)

10 octobre 2017 : Présentation de l'ouvrage *Notre monde est-il plus dangereux ?*, coordonné par Sonia LE GOURIELLEC



Dans cet ouvrage, Sonia LE GOURIELLEC donne la parole à un panel varié de spécialistes (politistes, sociologues, historiens, militaires, journalites, blogueurs) proposant des clés pour appréhender les enjeux actuels de politique internationale. Sans irénisme, les apports de ce livre permettent aux lecteurs de prendre du recul sur certaines idées reçues, souvent anxiogènes, qui nuisent à la réflexion et à la compréhension des événements.

Le 10 octobre, cette présentation rassemblera les nombreux contributeurs qui ont participé à l'ouvrage, dont Fatiha DAZI-HENI, Marianne PERON-DOISE et Juliette GENEVAZ, chercheuses à l'IRSEM. Elle sera suivie d'une séance de questions réponses.

12 octobre : Présentation de l'Étude n°51, *Faire la paix et construire l'État : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali*, en présence des auteurs Yvan GUICHAOUA et Mathieu PEL-LERIN.



Le 12 octobre, les deux auteurs présenteront leur étude, qui explore les manières de faire la paix respectivement choisies par le Mali et le Niger, exposés tout deux à des défis sécuritaires assez semblables. L'approche développée analyse conjointement les évolutions des mobilisations contestataires et les formes de gouvernance élaborées par les États pour maintenir leur hégémonie sécuritaire.

Cette présentation sera suivie d'un échange avec la salle.